



# Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
8 janvier 2021  
Français  
Original : anglais

**Conseil du commerce et du développement**  
**Commission du commerce et du développement**  
**Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement**  
Douzième session  
Genève, 8 et 9 février 2021  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

## **Faits nouveaux, difficultés et perspectives sur les marchés de produits de base**

### **Note du secrétariat de la CNUCED**

#### *Résumé*

Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED rend compte de l'évolution récente des principaux marchés de produits de base et analyse les facteurs qui ont contribué à déterminer les tendances des prix en 2020. Entre janvier et septembre 2020, les prix de la plupart des produits de base analysés dans la présente note (denrées alimentaires et produits agricoles ; minéraux, minerais et métaux ; et sources d'énergie) ont évolué à la baisse au début de l'année, parce que la demande a faibli à cause du ralentissement de l'activité économique mondiale dû à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les prix se sont ensuite redressés sous l'effet de divers facteurs, dont la reprise de l'activité industrielle en Chine, qui a fait repartir la demande de métaux, et des réductions de production par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui ont entraîné un resserrement des marchés. Les prix de certains produits alimentaires ont également augmenté en raison des perturbations provoquées par les mesures prises pour atténuer les effets potentiels de la pandémie sur l'approvisionnement intérieur et de l'accroissement de la demande dans des conditions météorologiques défavorables. Dans le groupe des métaux précieux, le prix de l'or a eu tendance à monter, les investisseurs cherchant des valeurs refuges pour limiter leur exposition aux pertes en période d'incertitude. Le secrétariat examine également quelques problèmes se posant aux gouvernements en ce qui concerne les fortes variations de prix enregistrées sur les marchés de ces produits de base, et formule des recommandations susceptibles d'aider les pays en développement tributaires de ces produits, importateurs comme exportateurs, à atténuer leur exposition aux fluctuations de prix pour parvenir à un développement durable et à une croissance inclusive.



## Introduction

1. Au titre du paragraphe 208 de l'Accord d'Accra, le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a été chargé d'instituer une réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base. Au paragraphe 17 du Mandat de Doha, ce mandat a été réaffirmé et prorogé jusqu'en 2016. Il a ensuite été reconduit jusqu'en 2020 au titre de l'alinéa s) du paragraphe 100 du Maafikiano de Nairobi.

2. Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED analyse l'évolution des marchés de produits de base en 2020, en mettant l'accent sur les fluctuations des prix et leurs causes. Il appelle aussi l'attention sur certaines questions concernant les politiques à mener dans le contexte de l'évolution récente des marchés de produits de base, dont il tire des enseignements pour formuler des recommandations visant à aider les pays en développement tributaires des produits de base à parvenir à un développement durable et à une croissance inclusive. Les produits de base sont classés en trois catégories : denrées alimentaires et produits agricoles (denrées alimentaires, graines oléagineuses et huiles végétales, produits tropicaux destinés à la préparation de boissons, et matières premières d'origine agricole) ; minéraux, minerais et métaux ; sources d'énergie (pétrole brut, charbon, gaz naturel et sources d'énergie renouvelables).

## I. Évolution récente des marchés de produits de base

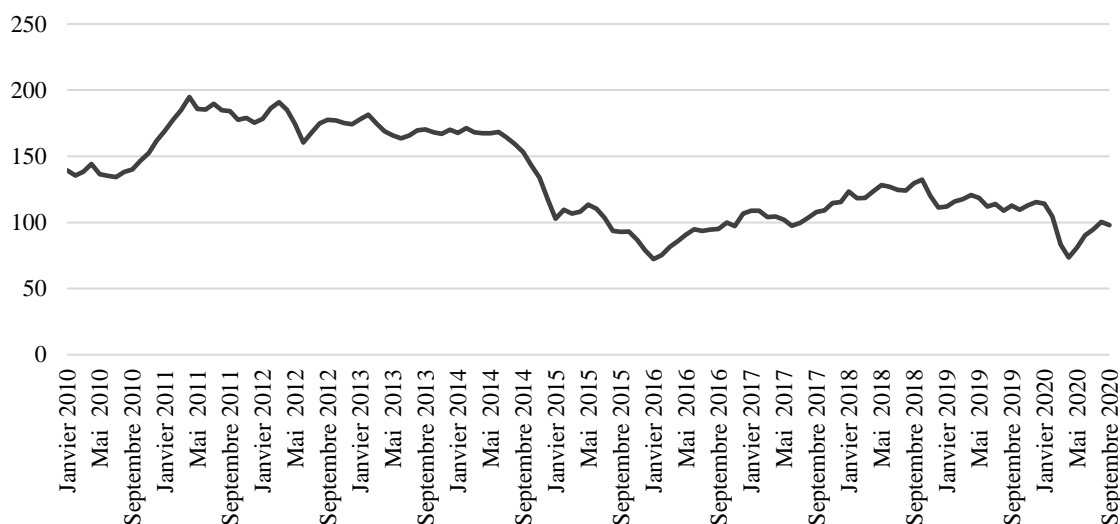
### A. Vue d'ensemble

3. L'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED<sup>1</sup> pour tous les groupes de produits a chuté de 114,2 points en moyenne en janvier 2020 à 73,5 points en moyenne en avril 2020. Cette plongée de l'indice, qui est fortement pondéré en pétrole, s'explique en grande partie par la faiblesse des prix du pétrole brut. En mai 2020, la tendance à la baisse s'est inversée pour tous les groupes de produits, et l'indice a atteint 98,1 points en septembre 2020. Entre janvier et septembre 2020, l'indice pour tous les groupes de produits a accusé un recul de 12 %, contre une progression de 0,5 % sur la même période en 2019.

Figure 1

#### Indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED, tous groupes de produits confondus

(2015 = 100)



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

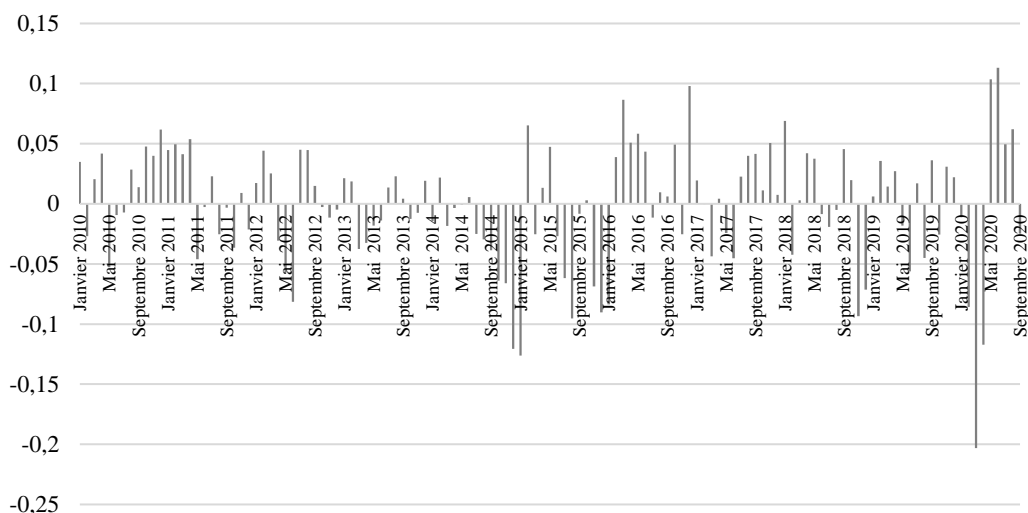
<sup>1</sup> Cet indice a été recalculé de sorte que l'année 2015 corresponde à 100 points, de nouveaux produits de base ont été ajoutés, de nouvelles pondérations ont été définies et des indices distincts ont été utilisés pour le groupe des combustibles et le sous-groupe des métaux précieux.

Note : Tous les sites Web mentionnés dans la présente note ont été consultés en décembre 2020. Tous les prix sont exprimés en dollars des États-Unis. Le terme « tonne » désigne la tonne métrique.

4. Les fluctuations mensuelles de l'indice des prix des produits de base illustrent l'amplitude des variations des prix de ces produits (fig. 2). L'indice a beaucoup fluctué d'un mois à l'autre pendant les neuf premiers mois de 2020, pour diverses raisons (voir le chapitre II). La baisse la plus forte a été enregistrée en mars (-20,3 %) et la hausse la plus forte, en juin (11,3 %). Les sections qui suivent sont consacrées à l'évolution des marchés des principaux groupes de produits de base.

Figure 2

**Variations mensuelles de l'indice des prix des produits de base sur le marché libre de la CNUCED, tous groupes de produits confondus**



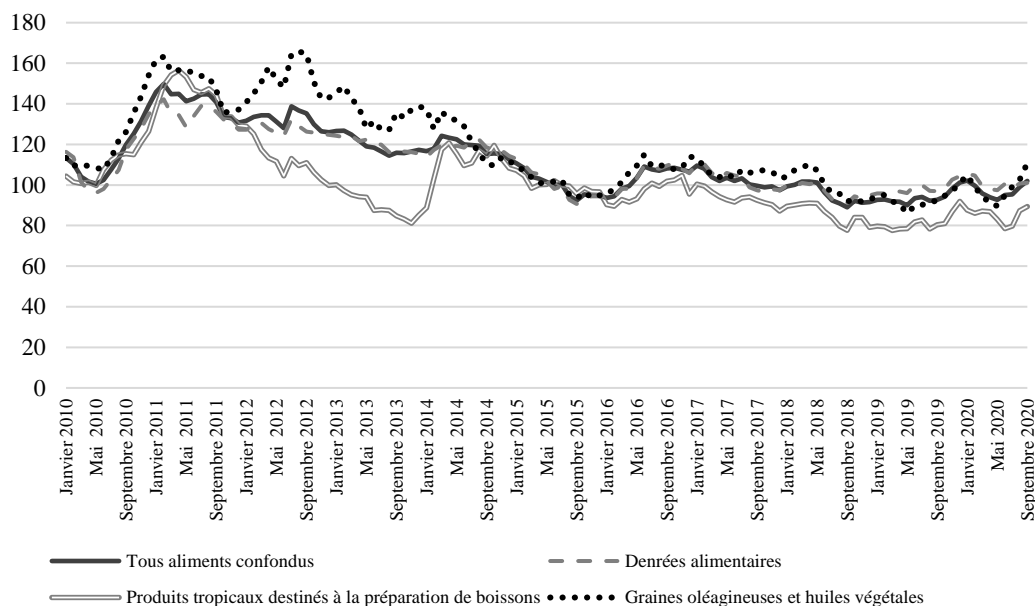
Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

## B. Évolution des principaux secteurs de produits de base

### 1. Denrées alimentaires et produits agricoles

5. L'indice des prix mensuels des produits alimentaires de la CNUCED s'est établi en moyenne à 105,4 points en janvier 2020, et à un niveau légèrement inférieur en septembre 2020 (101 points) (fig. 3). Entre janvier et mai 2020, l'indice a reculé de 8 % en raison de la tendance à la baisse des prix du bœuf, du maïs, du sucre, du soja et du blé, qui a compensé la hausse du prix du riz. Par la suite, l'indice a été relativement stable, à environ 100 points, sous l'effet du ralentissement du rythme des augmentations du prix du riz et d'une inversion de la tendance baissière du prix des autres produits de base du groupe. Au cours des trois premiers trimestres de 2020, l'indice a baissé de 4,4 %, par rapport à la tendance stationnaire affiché sur la même période en 2019.

Figure 3  
**Indices des prix de certains groupes de produits de base**  
 (2015 = 100)



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

6. Le prix du maïs est passé d'une moyenne de 176,42 dollars par tonne en janvier 2020 à 150,05 dollars par tonne en mai 2020, en raison d'une contraction de la demande des fabricants d'éthanol à base de maïs et des fabricants d'aliments pour animaux ; en juin 2020, la tendance s'est inversée, et les prix ont augmenté pour atteindre une moyenne de 189 dollars par tonne en septembre 2020, en raison notamment d'une augmentation de la demande de maïs pour les besoins de l'alimentation animale et de l'industrie, qui a été supérieure aux prévisions antérieures (fig. 4)<sup>2</sup>. Selon les prévisions pour 2020/21, les stocks mondiaux de maïs se resserreront, la consommation sera légèrement supérieure à la production et les prix subiront une pression à la hausse<sup>3</sup>.

7. Le prix du blé des États-Unis (blé dur rouge d'hiver n° 2, prix franco à bord), qui sert de référence internationale, est passé d'une moyenne de 236 dollars par tonne en janvier 2020 à 215 dollars par tonne en juin 2020 (fig. 4). Cette baisse est en grande partie due à l'amélioration des perspectives de production dans un certain nombre de grands pays exportateurs, en raison de conditions climatiques favorables et d'un effondrement de la demande résultant de la pandémie<sup>4</sup>. Les prix se sont inversés en juillet 2020 et ont augmenté de 15 %, pour atteindre une moyenne de 248 dollars par tonne en septembre 2020, sous l'effet d'une hausse de la demande due aux incertitudes accrues quant aux perspectives de production en Argentine et en Australie et à la sécheresse qui a eu des répercussions négatives sur les semis d'hiver dans de nombreuses régions d'Europe<sup>5</sup>. Selon les prévisions, la production de blé devrait augmenter en 2020/21, mais le renforcement de la demande mondiale et des stocks plus restreints que la moyenne devraient contribuer à faire monter les prix de 8,3 % en 2021<sup>6</sup>.

8. Le prix de référence du riz thaïlandais (riz blanc usiné, 5 % de brisures, prix franco à bord) a augmenté d'une moyenne de 451 dollars par tonne en janvier 2020 à 564 dollars par

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020a, *Les prix mondiaux des denrées alimentaires baissent de nouveau en avril*, 7 mai.

<sup>3</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020, *Commodities*, 1<sup>er</sup> novembre. Disponible à l'adresse : <https://www.eiu.com/industry/commodities/articlelist>.

<sup>4</sup> Reuters, 2020a, *Grains: Wheat falls on expected abundance of global supply*, 10 août.

<sup>5</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020b, *Food Price Monitoring and Analysis Bulletin n° 8*, 13 octobre.

<sup>6</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020.

tonne en avril 2020, le plus haut niveau atteint depuis janvier 2013 (fig. 4). Cette hausse est due en partie à une grave sécheresse qui a débuté fin 2019 dans les principales régions productrices d'Asie et à la forte demande des importateurs en Afrique et en Asie<sup>7</sup>. Cette situation a coïncidé avec les restrictions temporaires à l'exportation décidées par le Viet Nam pour réduire l'impact potentiel de la pandémie sur l'offre intérieure<sup>8</sup>. La tendance à la hausse s'est inversée en mai 2020, et les prix sont retombés à 507 dollars la tonne en septembre 2020, l'étroitesse du marché ayant diminué avec la perspective croissante de récoltes importantes. Selon les prévisions, la production de riz dépassera la consommation pendant la campagne agricole 2020/21, et les stocks devraient augmenter. La combinaison de ces facteurs devrait pousser les prix à la baisse<sup>9</sup>.

9. La moyenne mensuelle des prix journaliers calculés conformément à l'Accord international sur le sucre a baissé de 28 % pendant les quatre premiers mois de 2020, pour s'établir à 10 cents la livre en avril 2020 ; cette chute s'explique en grande partie par la baisse de la demande due d'une part à la pandémie et d'autre part à la chute des prix du pétrole brut qui a fait reculer la demande de sucre pour la production d'éthanol (fig. 4). Le prix du sucre a rebondi de 11 % en mai 2020 pour atteindre en moyenne 12,8 cents la livre en septembre 2020, sous l'effet de facteurs tels que la correction à la baisse des prévisions de production due à des conditions climatiques défavorables dans l'Union européenne et en Thaïlande – deuxième exportateur mondial de sucre – et la forte demande d'importations de la Chine<sup>10</sup>. Les prix devraient augmenter en 2020/21 en raison d'une augmentation de la demande due à la reprise économique mondiale. Toutefois, l'accroissement de l'offre pourrait bien freiner la hausse des prix.

10. Le prix du soja est passé d'une moyenne de 356 dollars par tonne en janvier 2020 à 406 dollars par tonne en septembre 2020, avec des fluctuations à court terme dans l'intervalle (fig. 4). En janvier 2020, les prix ont augmenté de 7 %, pour atteindre 377,25 dollars par tonne en moyenne en mars 2020, en grande partie à cause des perturbations logistiques et donc des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement dues aux mesures prises dans les ports pour lutter contre la pandémie<sup>11</sup>. Par la suite, les prix ont connu des fluctuations qui ont suivi en partie les fluctuations de la demande dues à l'application et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. La faiblesse des prix a stimulé la demande d'importations de soja en vrac ; en septembre 2020, ces prix étaient de 408 dollars par tonne en moyenne. Selon les prévisions, ils devraient augmenter en 2021 à cause du resserrement des marchés et de la baisse prévue de la production aux États-Unis<sup>12</sup>.

11. Le prix du bœuf d'Australie et de Nouvelle-Zélande (congelé, coût, assurance et fret) a tendu à la baisse, passant d'une moyenne de 5,03 dollars par kilogramme en janvier 2020 à 4,6 dollars par kilogramme en septembre 2020, avec des fluctuations à court terme dans l'intervalle (fig. 4). Cette chute est due en partie aux mesures liées à la pandémie, qui ont entraîné une baisse de la demande mondiale d'importations et des volumes importants de produits carnés invendus, ainsi que des goulets d'étranglement logistiques<sup>13</sup>. Les fluctuations à court terme sont dues principalement aux perturbations de courte durée qui ont eu lieu dans les usines de transformation à cause des règles sanitaires relatives à la distanciation physique rendues nécessaires par la pandémie<sup>14</sup>. Entre janvier et septembre 2020, le prix du bœuf a baissé de 9 %, renversant la hausse de 10 % enregistrée sur la même période en 2019.

<sup>7</sup> Voir <https://www.cnn.com/2020/04/08/asia/indonesia-rice-prices-surge-to-7-year-high-as-coronavirus-sparks-stockpiling.html>.

<sup>8</sup> Reuters, 2020b, Viet Nam PM [Prime Minister] says to fully resume rice exports from May, 28 avril.

<sup>9</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020.

<sup>10</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020b, Global food prices rise in August, 3 septembre.

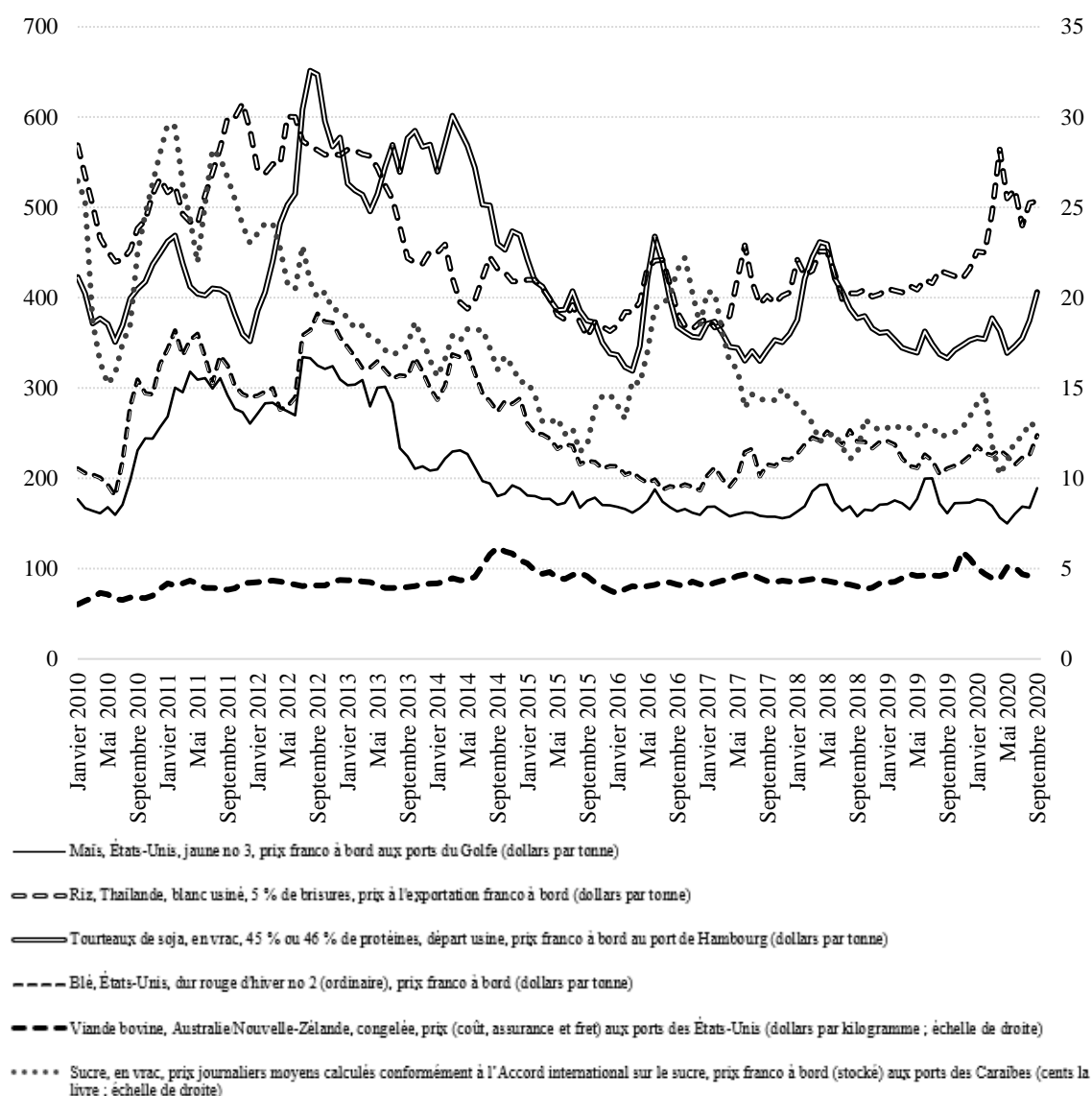
<sup>11</sup> Programme alimentaire mondial, 2020, Economic and market impact analysis of COVID-19 on West and Central Africa, 30 mars.

<sup>12</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020.

<sup>13</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020c, *Perspectives de l'alimentation : Les marchés en bref*, Rome.

<sup>14</sup> Reuters, 2020c, China halts beef imports from four Australian firms as COVID-19 spat sours trade, 12 mai.

Figure 4  
Évolution du prix de certaines denrées alimentaires et de certains produits agricoles



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

12. L'indice des graines oléagineuses de la CNUCED est passé de 105 points en moyenne en janvier 2020 à 90 points en mai 2020, sous l'effet principalement de la baisse des prix du soja due à la faiblesse de la demande et à l'abondance de l'offre, résultant des mesures liées à la pandémie (fig. 5). L'indice a ensuite rebondi de 24 %, pour atteindre 111 points, en raison de la hausse des prix de l'huile de soja et de l'huile de palme. Entre janvier et septembre 2020, l'indice des huiles et des oléagineux végétaux a augmenté de 6 %, alors qu'il avait baissé de 3 % sur la même période en 2019.

13. Le prix de l'huile de soja a chuté, passant d'une moyenne de 876 dollars par tonne en janvier 2020 à 680 dollars par tonne en avril 2020, en grande partie à cause des inquiétudes liées à l'impact de la pandémie sur la demande mondiale (fig. 5). Les prix se sont inversés en mai 2020 et ont augmenté de 33 % pendant les quatre mois qui ont suivi, pour s'établir à 906 dollars par tonne en septembre 2020, en partie à cause de la lenteur du broyage en Amérique du Sud et de la forte demande du secteur des biocarburants aux États-Unis<sup>15</sup>. Selon les prévisions, le prix de l'huile de soja augmentera en 2021, soutenu par la demande de

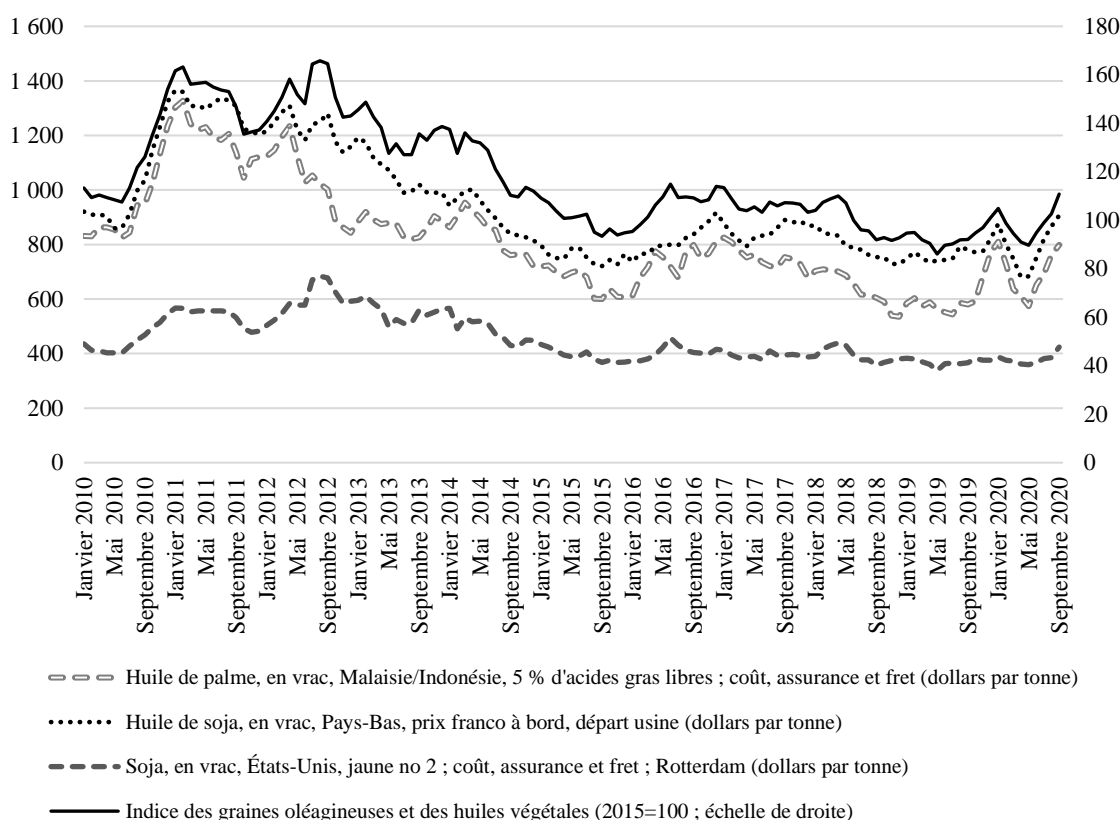
<sup>15</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020e, Oilseeds, Oils and Meals Monthly Price and Policy Update n° 135, octobre.

biocarburants qui va reprendre à mesure que les restrictions pesant sur les voyages s'assouplissent.

14. Le prix de l'huile de palme est passé d'une moyenne de 810 dollars par tonne en janvier 2020 à 574 dollars par tonne en mai 2020, en grande partie à cause de l'effondrement de la demande dû à la pandémie, de la baisse des prix du pétrole brut, d'une production plus élevée que prévu et de l'augmentation des stocks dans les principaux pays exportateurs (fig. 5). La tendance baissière s'est inversée en juin 2020, et les prix sont remontés à 798 dollars la tonne en septembre 2020, sous l'effet de l'augmentation de la demande mondiale après l'assouplissement des premières mesures de confinement liées à la pandémie, de la baisse du niveau des stocks en Malaisie et des incertitudes concernant le rythme de production en Asie du Sud-Est au cours des mois suivants<sup>16</sup>. Selon les prévisions, les prix devraient remonter au début de 2021 à cause des perturbations dues aux fortes pluies provoquées par le phénomène météorologique La Niña dans les régions de production d'Indonésie et de Malaisie<sup>17</sup>.

Figure 5

### Évolution du prix de certaines graines oléagineuses et huiles végétales



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

15. L'indice des prix des produits tropicaux destinés à la préparation de boissons de la CNUCED était de 88 points en moyenne en janvier 2020, et à un niveau presque identique en septembre 2020 (89 points) (fig. 6). Pourtant, pendant le premier semestre de 2020, les prix des produits de base composant l'indice ont affiché une tendance à la baisse, avant de reprendre une trajectoire ascendante qui a ramené l'indice au niveau de janvier 2020. Cette situation est due à l'évolution de facteurs liés à l'offre et à la demande, liée aux conditions météorologiques et à la pandémie.

16. Le prix des fèves de cacao a gagné 4 % au début de 2020, pour s'établir à 123 cents la livre en février 2020, son niveau le plus élevé depuis septembre 2016 (fig. 6). Cette hausse

<sup>16</sup> Voir <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>.

<sup>17</sup> Reuters, 2020d, Palm oil prices to rally in first half of 2021, say top analysts, 8 octobre.

est en grande partie due au temps sec qu'il a fait dans les régions de culture d'Afrique de l'Ouest. Le prix a ensuite affiché une tendance à la baisse, qui l'a placé à 95,3 cents la livre en juillet 2020, avant de rebondir à 111,6 cents la livre en moyenne en septembre 2020. Ce mouvement de recul est dû en grande partie à des perspectives de récolte favorables liées à l'amélioration des conditions météorologiques et à la baisse de la demande imputable à la pandémie<sup>18</sup>. La hausse des prix s'explique par les mauvaises conditions climatiques qui devraient avoir des répercussions sur les volumes de production dans les principales régions productrices de cacao en Afrique de l'Ouest<sup>19</sup>.

17. Le prix du thé a affiché une tendance à la baisse, passant d'une moyenne de 2,23 dollars par kilogramme en janvier 2020 à 1,8 dollar par kilogramme en juillet 2020 ; cette baisse est due à l'augmentation de la production qui a bénéficié de conditions météorologiques favorables dans les régions de culture du Kenya, à la perturbation des expéditions vers les différents pays importateurs et à la faiblesse de la demande (fig. 6). Les prix se sont ensuite inversés, grimpant de 15 %, pour atteindre 2,04 dollars en septembre 2020, parce que la demande s'est raffermie et que la production a diminué à cause du froid et de la sécheresse<sup>20</sup>. Selon les prévisions, la production augmentera plus vite que la consommation en 2021, et le déficit du marché devrait se réduire, entraînant une légère hausse du prix<sup>21</sup>.

18. La moyenne mensuelle de l'indicateur synthétique de l'Organisation internationale du café est passée de 107 cents la livre en janvier 2020 à 116 cents la livre en septembre 2020, avec des fluctuations à court terme dans l'intervalle (fig. 6). Pendant le premier semestre de 2020, le prix a fluctué avant de s'établir à 99 cents la livre en juin 2020, à cause de divers facteurs, dont l'offre excédentaire, qui a poussé le prix à la baisse, et la brusque hausse de la demande qui l'a fait grimper au début de la pandémie, avant qu'il s'effondre à cause du ralentissement économique mondial<sup>22</sup>. Après le mois de juillet 2020, les prix se sont redressés pour atteindre 116,25 cents la livre en septembre 2020, en raison des inquiétudes concernant une contraction temporaire de l'offre, qui s'est manifestée par le volume réduit de la production et des exportations dans certains pays, en particulier les producteurs d'arabica doux<sup>23</sup>.

<sup>18</sup> Voir <https://insights.abnamro.nl/en/2020/04/strong-price-fluctuations-in-sugar-coffee-and-cocoa/>.

<sup>19</sup> International Comunicaffe, 2020, Cocoa prices rally as below average rainfalls are recorded in main areas of West Africa, 14 septembre.

<sup>20</sup> Cytonn Report, 2020, Tea prices increase as production is expected dip [sic], 17 août.

<sup>21</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020.

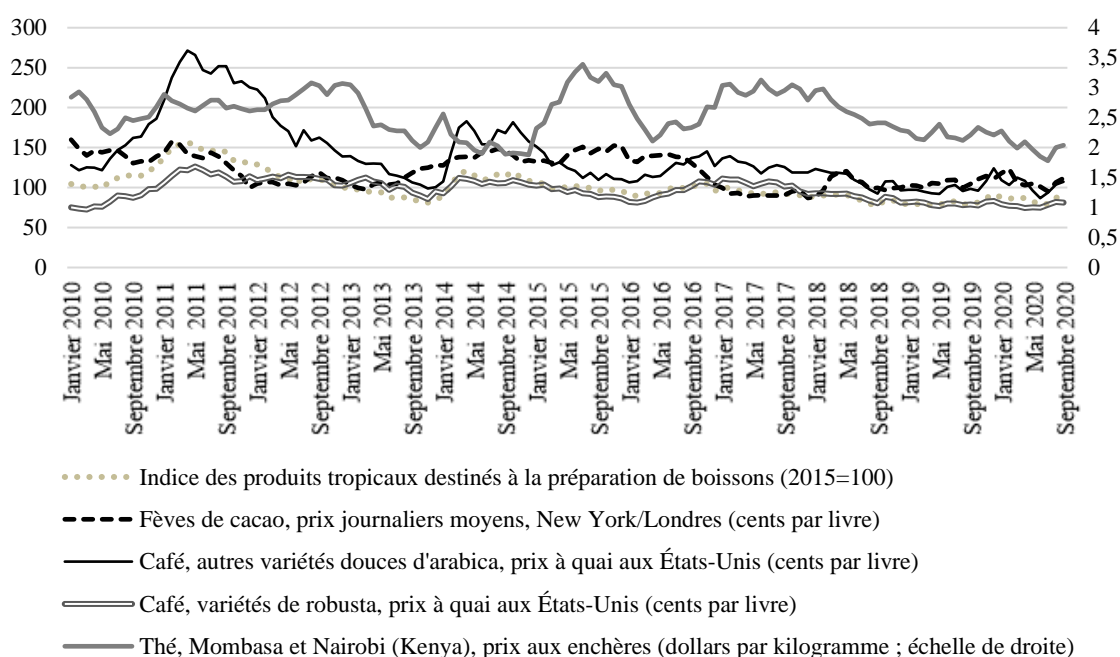
<sup>22</sup> Organisation internationale du café, 2020, Le rapport sur le marché du café, septembre.

<sup>23</sup> Voir <https://www.teaandcoffee.net/news/25326/ico-reports-that-august-marks-the-second-consecutive-monthly-rise-in-coffee-prices/>.



Figure 6

## Évolution du prix de certains produits tropicaux destinés à la préparation de boissons



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

19. L'indice des matières premières agricoles de la CNUCED, qui était en moyenne de 99 points en janvier 2020, était à ce même niveau en septembre 2020 (fig. 7). Entre janvier et septembre 2020, l'indice a présenté une certaine instabilité due aux fluctuations des prix de différents produits de base qui le composent. La baisse des prix du caoutchouc et du coton durant les quatre premiers mois de 2020, puis le rebond qui a suivi et qui a ramené l'indice au niveau du début de l'année 2020 ont été les principaux facteurs d'influence.

20. L'indice A du prix du coton, qui sert de référence pour les prix mondiaux, est passé d'une moyenne de 1,74 dollar par kilogramme en janvier 2020 à 1,40 dollar par kilogramme en avril 2020, soit son prix le plus bas depuis mars 2009 (fig. 7). Cette chute est due en large part à la baisse de la consommation mondiale qui a fait suite à l'arrêt de la production et à la fermeture des usines et des commerces pour cause de pandémie<sup>24</sup>. Les prix se sont inversés en mai 2020 et ont grimpé à 1,56 dollar le kilogramme en septembre 2020, grâce à la reprise de la consommation, en particulier en Chine, et à l'augmentation des achats due aux inquiétudes liées aux effets possibles de deux ouragans approchant le Golfe du Mexique<sup>25</sup>. Selon les prévisions, la production mondiale devrait diminuer durant la saison 2020/21, en raison de la faiblesse des prix et des préoccupations relatives à la sécurité alimentaire qui ont entraîné une diminution des surfaces plantées dans certains pays ; la consommation, pour sa part, devrait augmenter<sup>26</sup>, poussant le prix à la hausse.

21. Le prix du caoutchouc naturel a chuté de 21 %, passant d'une moyenne de 168,34 cents par kilogramme en janvier 2020 à 133,42 cents par kilogramme en avril 2020, son prix le plus bas depuis octobre 2015 (fig. 7). Cette chute s'explique en grande partie par la baisse de la demande due au ralentissement de l'activité économique provoqué par la pandémie. Les prix ont ensuite rebondi de 39 %, atteignant 186 cents par kilogramme en septembre 2020, à cause des inquiétudes liées à la pandémie, qui ont fait augmenter la demande de produits en caoutchouc tels que les gants de protection, et également à cause de

<sup>24</sup> Voir Comité consultatif international du coton, 2020a, Cotton to suffer 12 per cent decline in global consumption due to COVID-19 pandemic, 1<sup>er</sup> mai, et <https://www.themds.com/markets/cotton-prices-hit-ten-year-low-on-uncertainty-over-coronavirus.html>.

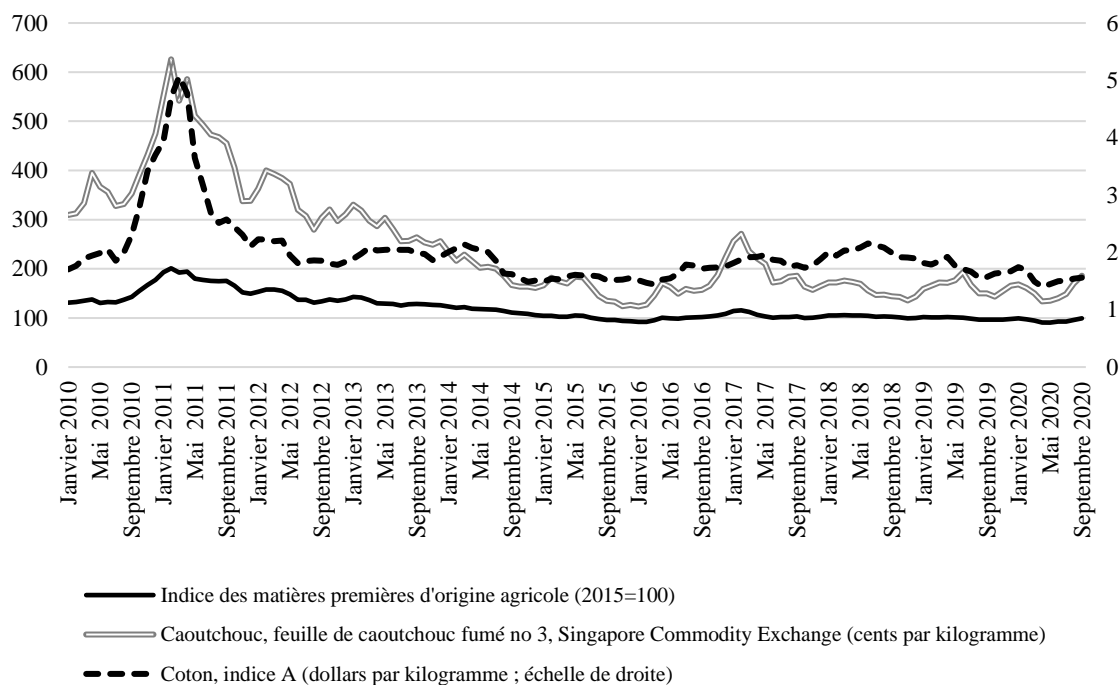
<sup>25</sup> Voir <https://www.cotlook.com/information-2/cotlook-monthly/august-2020-market-summary/>.

<sup>26</sup> Comité consultatif international du coton, 2020b, *Annual Report 2020*, Washington, D.C.

la reprise du secteur manufacturier et du secteur de l'automobile en Chine et en Inde<sup>27</sup>. Selon les prévisions, le maintien de la demande de la part du secteur de l'automobile et des produits en latex et la baisse de l'offre exerceront une pression à la hausse sur les prix en 2021<sup>28</sup>.

Figure 7

## Évolution du prix de certaines matières premières d'origine agricole



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat.

## 2. Minéraux, minerais et métaux

22. L'indice des minéraux, des minerais et des métaux non précieux de la CNUCED a chuté de 132 points en moyenne en janvier 2020 à 117 points en avril 2020, en raison de la baisse des prix de tous les produits de base du groupe (fig. 8). Toutefois, cette chute de l'indice, qui est fortement pondéré en cuivre et en minerai de fer, est imputable principalement à la chute des prix de ces deux produits. En mai 2020, la tendance à la baisse s'est inversée, et l'indice a gagné 28 %, pour atteindre 153 points en septembre 2020, en grande partie grâce au rebond des prix du minerai de fer et du cuivre. Entre janvier et septembre 2020, l'indice a augmenté de 16 %, soit une progression de près de 9 % par rapport à la même période en 2019.

23. Le prix du minerai de fer a baissé pendant les quatre premiers mois de 2020, passant d'une moyenne de 96 dollars par tonne sèche en janvier 2020 à 85 dollars par tonne sèche en avril 2020, sous l'effet de la baisse de la demande consécutive au ralentissement de l'activité économique dû à la pandémie (fig. 8). La baisse d'activité des utilisateurs finaux des secteurs de la construction, de la fabrication automobile et d'autres applications industrielles a joué un rôle majeur dans l'affaiblissement des prix. Le prix du minerai de fer a ensuite rebondi de 43 %, pour atteindre en moyenne 123,75 dollars par tonne sèche en septembre 2020, son prix le plus élevé depuis février 2014. La hausse des prix est largement due à l'augmentation de la demande en Chine et aux contraintes pesant sur l'offre, dues à des conditions météorologiques défavorables et aux perturbations de la production liées à la pandémie au Brésil, qui est le deuxième producteur mondial<sup>29</sup>. Selon les prévisions, les prix devraient

<sup>27</sup> Voir <https://www.therubbereconomist.com/rubber-news/global-demand-for-rubber-gloves-continues-to-surge-during-the-pandemic>.

<sup>28</sup> Association des pays producteurs de caoutchouc naturel, 2020, Rubber price rebounding fast after falling off cliff, disponible à l'adresse : <http://www.anrpc.org/html/market-news-details.aspx?ID=26&PID=28&NID=6185>.

<sup>29</sup> Mining.com, 2020a, Rising supplies set to undermine iron ore price rally, 20 août.

rester élevés pendant le reste de l'année 2020 et au début de 2021, en raison du renforcement de la demande chinoise et de la lenteur de l'augmentation de l'offre<sup>30</sup>.

24. Le prix du cuivre a chuté de 6 031 dollars par tonne en moyenne en janvier 2020 à 5 058 dollars par tonne en avril 2020, principalement à cause de la conjonction de deux facteurs : la diminution de la demande due au ralentissement de l'activité industrielle et l'augmentation des stocks (fig. 8). Les prix ont rebondi en mai 2020 et grimpé à 6 705 dollars la tonne en septembre 2020, à cause de plusieurs facteurs, parmi lesquels il faut citer notamment la redémarrage de la demande chinoise, l'amélioration de l'activité économique mondiale et les achats spéculatifs<sup>31</sup>. En outre, les mesures liées à la pandémie, telles que l'arrêt de la production dans les principaux pays producteurs comme le Chili et le Pérou, ont contribué à resserrer l'offre<sup>32</sup>. Il est prévu que les prix baissent légèrement en 2021, à mesure que la production minière et la production de raffinage augmentent<sup>33</sup>.

25. Le prix de l'aluminium a affiché une tendance baissière pendant les quatre premiers mois de 2020, passant d'une moyenne de 1 773 dollars par tonne en janvier 2020 à 1 460 dollars par tonne en avril 2020 (fig. 8). Cette baisse s'explique par la conjonction de deux facteurs : des niveaux de production élevés, dus à la poursuite de l'activité des fonderies d'aluminium malgré la baisse des prix imputable aux coûts élevés liés à la fermeture de certaines d'entre elles et le ralentissement de la demande des utilisateurs finaux dans les secteurs de l'automobile et de la construction imputable à la pandémie<sup>34</sup>. Cette tendance baissière s'est inversée en mai 2020, lorsque les prix sont remontés à 1 744 dollars la tonne à la suite de la reprise de l'activité industrielle et du redressement de la demande du secteur de l'automobile sur fond de diminution des stocks. Les prix devraient augmenter légèrement en 2021 à cause de la demande croissante des secteurs de l'automobile et de l'industrie aérospatiale<sup>35</sup>.

26. Le prix du zinc est passé d'une moyenne de 115 cents la livre en janvier 2020 à 94 cents la livre en avril 2020, en grande partie à cause d'une offre excédentaire et d'une baisse de la demande due à un ralentissement de l'activité économique mondiale qui a touché les principales industries utilisatrices finales telles que les constructeurs automobiles (fig. 8). Les prix ont ensuite rebondi, la demande se redressant lentement pour atteindre 119 cents la livre en septembre 2020, en raison de l'assouplissement de certaines mesures liées à la pandémie qui a entraîné une augmentation de l'activité économique et du resserrement de l'offre, dû en partie à la lente réouverture des mines dans l'État plurinational de Bolivie, au Mexique et au Pérou. Selon les prévisions, les prix du zinc raffiné augmenteront légèrement en 2021, soutenus par une demande accrue de l'industrie sidérurgique, à mesure que l'activité économique se renforce<sup>36</sup>.

27. Le prix du nickel a poursuivi sur la tendance à la baisse du dernier trimestre de 2019, passant de 13 507 dollars par tonne en janvier 2020 à 11 804 dollars par tonne en avril 2020, largement à cause du déclenchement de la pandémie, qui a perturbé la demande mondiale (fig. 8). Par la suite, une combinaison de facteurs, dont la perturbation de la production provoquée par les mesures liées à la pandémie, les restrictions imposées dans les principaux pays producteurs sur l'exportation de minerai de nickel et la demande croissante de batteries pour les véhicules électriques, a contribué à inverser la tendance<sup>37</sup>. Le prix a gagné 23 %, pour s'établir à 14 857 dollars par tonne en septembre 2020, soit son niveau le plus élevé depuis janvier 2015. Il devrait augmenter en 2021, en partie à cause des perturbations de l'offre et de la demande croissante de nickel dans le secteur des véhicules électriques<sup>38</sup>.

<sup>30</sup> Bloomberg, 2020a, World's top iron ore shipper says robust prices are here to stay, 28 juin.

<sup>31</sup> Mining.com, 2020b, Copper price forecast up on buoyant demand: Report, 14 septembre ; Reuters, 2020e, Metals: Copper bulls drive prices back towards two-year high, 16 juillet.

<sup>32</sup> Reuters, 2020f, Metals: Copper extends gains on China demand hopes, supply risks, 16 octobre.

<sup>33</sup> Mining.com, 2020b.

<sup>34</sup> A Home, 2020, New aluminium crisis looms as output rises in demand void, Reuters, 22 avril.

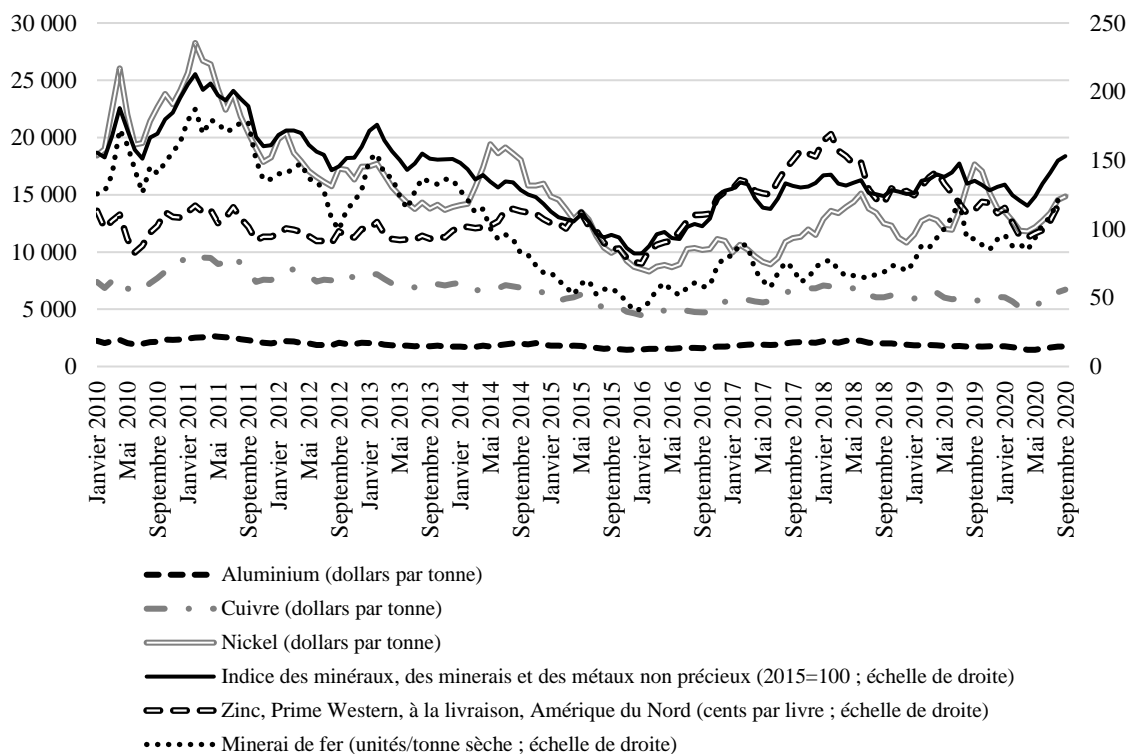
<sup>35</sup> Mining Weekly, 2020, Aluminium demand growth will soon outpace production growth, 30 octobre.

<sup>36</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020.

<sup>37</sup> Voir <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/research/covid-19-impacts-to-metals-prices-the-end-of-the-beginning>.

<sup>38</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020.

Figure 8  
Évolution du prix de certains minéraux, minerais et métaux non précieux



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données Global Economic Monitor de la Banque mondiale.

28. Contrairement aux indices de prix de la plupart des autres groupes de produits de base, l'indice des métaux précieux de la CNUCED a affiché une tendance à la hausse, passant d'une moyenne de 131 points en janvier 2020 à une moyenne de 162 points en septembre 2020, en grande partie à cause de sa forte pondération en or (fig. 9). Les prix de l'argent et du platine ont fluctué pendant la période entre janvier et août 2020, mais les mouvements à la baisse n'ont pas été assez importants pour peser sur l'indice. Entre janvier et septembre 2020, l'indice a augmenté de 24 %, soit une progression de près de 7 % par rapport à la même période en 2019.

29. Le prix de l'or a poursuivi sur la tendance à la hausse de 2019, passant d'une moyenne de 1 560 dollars par once troy en janvier 2020 à 1 922 dollars par once troy en septembre 2020 (fig. 9). Cette hausse s'explique en grande partie par les craintes d'un fort ralentissement économique mondial, dû à l'incertitude créée par le déclenchement de la pandémie, qui a incité à investir dans des valeurs refuges. Selon les prévisions, ces prix devraient rester élevés en 2021, en raison de l'incertitude persistante quant aux perspectives de l'économie mondiale<sup>39</sup>.

30. Le prix de l'argent a baissé d'une moyenne de 18 dollars l'once troy en janvier 2020 à 15 dollars l'once troy en mars 2020. Ce recul s'explique en grande partie par la chute de la demande provoquée par la pandémie ; celle-ci a en effet entraîné un ralentissement de l'activité dans les secteurs de l'électronique et de l'énergie solaire, qui représentent plus de 50 % de la consommation. La tendance s'est ensuite inversée en avril 2020, en partie à cause de la demande accrue de la part des investisseurs qui ont choisi l'argent comme valeur refuge, et le prix a gagné 73 %, pour s'établir à 26 dollars l'once troy en septembre 2020, son niveau le plus élevé depuis mars 2013 (fig. 9)<sup>40</sup>. Selon les prévisions, les prix devraient augmenter en 2021 pour atteindre 32 dollars l'once troy, en raison des taux d'intérêt réels toujours bas

<sup>39</sup> The Economist Intelligence Unit, 2020.

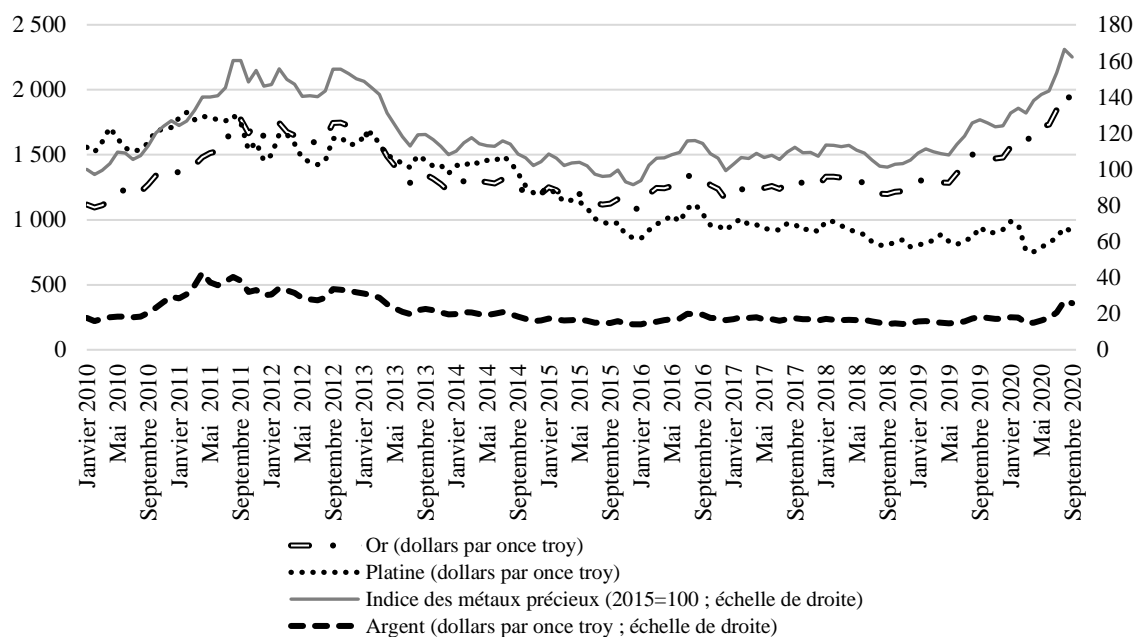
<sup>40</sup> Reuters, 2020g, Investors will rescue silver from coronavirus collapse: Silver Institute, 22 avril.

et des incertitudes accrues dues à l'accroissement du fardeau de la dette publique dans de nombreux pays<sup>41</sup>.

31. Le prix du platine a suivi une tendance à la baisse au cours des quatre premiers mois de 2020, passant de 987 dollars l'once troy en janvier 2020 à 754 dollars l'once troy en avril 2020, son niveau le plus bas depuis dix-sept ans (fig. 9). Cette baisse est due en partie à l'effondrement de la demande dans les secteurs de l'automobile, de la chimie, du raffinage de pétrole et de la fabrication du verre, qui s'explique partiellement par les mesures d'endiguement de la pandémie qui ont limité l'activité. Cette tendance à la baisse s'est inversée en mai 2020, lorsque les prix ont augmenté de 20 %, pour atteindre 907,6 dollars l'once troy en septembre 2020, en raison du renforcement de la demande et du resserrement de l'offre. Les prix devraient augmenter en 2021, sous l'effet d'un raffermissement de la demande due à la reprise du secteur de l'automobile<sup>42</sup>.

Figure 9

### Évolution du prix de certains métaux précieux



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat et la base de données Global Economic Monitor de la Banque mondiale.

### 3. Sources d'énergie

32. L'indice des combustibles de la CNUCED, qui est lourdement pondéré en pétrole brut, est passé d'une moyenne de 112 points en janvier 2020 à 49 points en avril 2020, sous l'effet de l'effondrement du prix du pétrole brut et du recul des prix du charbon et du gaz naturel (fig. 10). La tendance à la baisse s'est inversée en mai 2020, et l'indice a gagné 65 %, pour atteindre une moyenne de 77 points en septembre 2020, en raison largement d'un rebond du prix du pétrole brut. Bien que le prix du charbon ait poursuivi sa tendance à la baisse à partir de mai 2020, son impact sur l'indice a été minime en raison de son faible poids dans le groupe de matières premières composant l'indice. Entre janvier et septembre 2020, l'indice a perdu 27 %, contre 3,2 % sur la même période en 2019.

#### Pétrole brut

33. Les prix du Brent et du West Texas Intermediate, qui servent de référence pour le prix du pétrole brut, sont passés de 64 et 57 dollars par baril, respectivement, en janvier 2020, à une moyenne de 23 et 17 dollars, respectivement, par baril en avril 2020 (fig. 10). Cette baisse

<sup>41</sup> Mining.com, 2020c, CIBC [Canadian Imperial Bank of Commerce] issues new forecasts for gold and silver prices, 16 septembre.

<sup>42</sup> Mining.com, 2020d, Platinum and palladium prices to rise through 2021, 21 juillet.

est due en grande partie à une combinaison de facteurs, parmi lesquels la baisse de la demande due à la baisse de l'activité économique et les perturbations du transport dues aux mesures de lutte contre la pandémie, l'offre excédentaire et le niveau record des stocks mondiaux. Les tentatives infructueuses faites par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et les pays producteurs de pétrole alliés pour réduire la surabondance de l'offre ont contribué à accentuer encore une baisse des prix déjà forte. Le prix de référence du West Texas Intermediate pour livraison en mai 2020 est tombé en dessous de 0 dollar le baril, à cause, notamment, du manque d'espace de stockage, qui a conduit les producteurs à proposer de payer les acheteurs pour prendre livraison des barils<sup>43</sup>. Les prix du Brent et du West Texas Intermediate ont ensuite rebondi pour atteindre 41 et 39 dollars le baril, respectivement, en septembre 2020, sous l'effet en partie d'une hausse de la demande favorisée par l'assouplissement de certaines mesures liées à la pandémie et du resserrement de l'offre consécutif aux réductions de production décidées par les principaux producteurs<sup>44</sup>. Selon les prévisions, les prix de référence du Brent et du West Texas Intermediate devraient atteindre en moyenne 49 dollars et 46 dollars par baril, respectivement, en 2021, en raison de la hausse de la demande mondiale et des prélèvements sur les stocks<sup>45</sup>.

### *Charbon*

34. Le prix du charbon thermique australien a baissé régulièrement, passant de 70 dollars par tonne en janvier 2020 à 54,6 dollars par tonne en septembre 2020, largement à cause des restrictions à l'importation imposées par la Chine, qui est le premier importateur de charbon thermique, et de la baisse de la consommation de charbon au profit de sources d'énergie renouvelables (fig. 10). Selon les prévisions, la demande augmentera par rapport à l'offre en 2021 et exercera une pression à la hausse sur le prix du charbon<sup>46</sup>.

### *Gaz naturel*

35. Le gaz naturel est principalement vendu sur trois marchés distincts aux États-Unis, en Asie et en Europe. En 2020, le prix sur ces marchés a connu de fortes variations. Le prix mensuel moyen du gaz naturel vendu sur le marché du centre Henry Hub (États-Unis) a baissé régulièrement, passant de 2,03 dollars par million d'unités thermiques britanniques en janvier 2020 à 1,60 dollar par million d'unités thermiques britanniques en juin 2020, avant de remonter les mois suivants, pour atteindre 1,92 dollar par million d'unités thermiques britanniques en septembre 2020 (fig. 10). Si la baisse du prix est due en grande partie à une combinaison de facteurs, parmi lesquels la douceur des températures au début de 2020, puis le ralentissement économique provoqué par les mesures d'endiguement de la pandémie<sup>47</sup>, son augmentation tient largement au redémarrage de la demande, sur fond de baisse de la production de gaz naturel ; les prix au centre Henry Hub devraient s'établir en moyenne à 3,14 dollars par million d'unités thermiques britanniques en 2021, en raison de la hausse de la demande intérieure, des exportations de gaz naturel liquéfié et de la réduction de la production<sup>48</sup>. Sur le marché européen, le prix du gaz naturel a suivi une trajectoire descendante pendant les cinq premiers mois de 2020, passant de 3,63 dollars par million d'unités thermiques britanniques en janvier 2020 à 1,57 dollar par million d'unités thermiques britanniques en mai 2020, avant de remonter pour atteindre 3,95 dollars par million d'unités thermiques britanniques en septembre 2020. Si la baisse du prix s'explique en grande partie par la baisse de la consommation de gaz naturel due à la conjonction des mesures liées à la pandémie, des températures douces et de la forte production d'énergie

<sup>43</sup> Bloomberg, 2020b, Negative prices for oil: Here's what that means, 20 avril.

<sup>44</sup> Voir <https://www.cnn.com/2020/06/06/06/opec-and-allies-reportedly-agree-to-extend-record-production-cut.html>.

<sup>45</sup> United States Energy Information Administration, 2020a, Short-term energy outlook, disponible à l'adresse : <https://www.eia.gov/outlooks/steo/report/prices.php>.

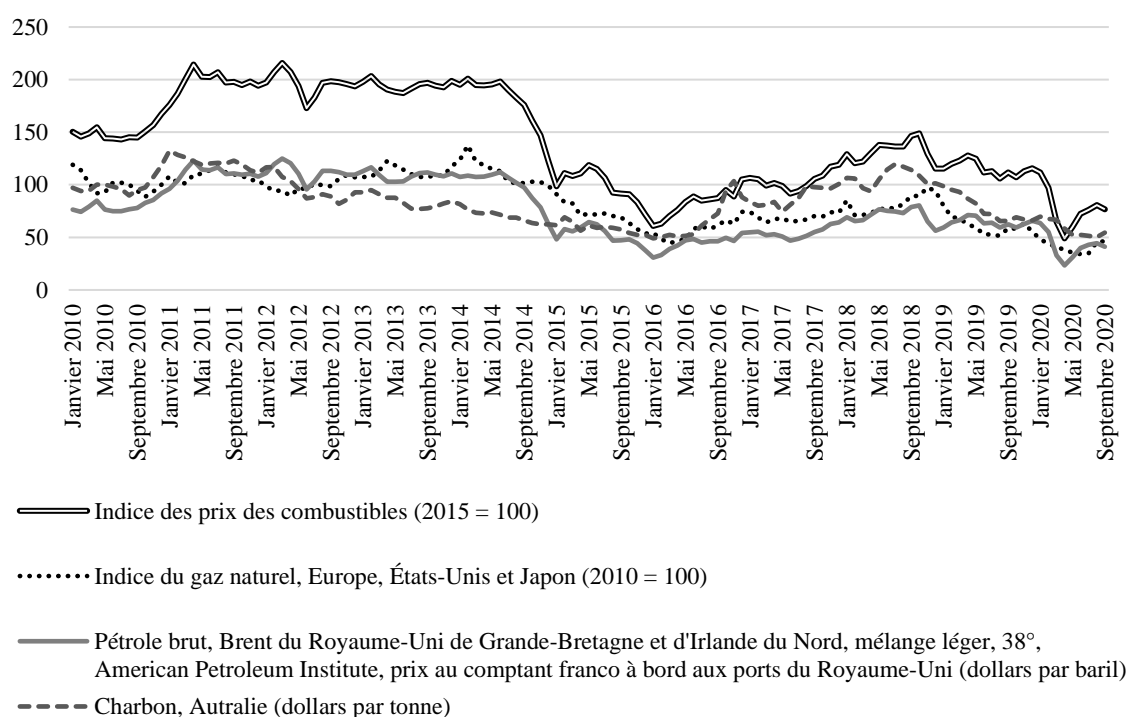
<sup>46</sup> Australie, Department of Industry, Science, Energy and Resources, 2020, *Resources and Energy Quarterly: Thermal Coal*, juin, Canberra.

<sup>47</sup> United States Energy Information Administration, 2020b, Henry Hub natural gas spot prices reached record lows in the first half of 2020, 13 juillet.

<sup>48</sup> United States Energy Information Administration, 2020a.

éolienne<sup>49</sup>, son augmentation tient largement à la reprise de la demande et aux inquiétudes concernant le resserrement de l'offre<sup>50</sup>. Sur le marché asiatique du gaz naturel liquéfié, le prix a légèrement augmenté au premier trimestre de 2020, sous l'effet de l'augmentation persistante de la demande malgré la baisse de l'activité économique due à la pandémie<sup>51</sup>. Le prix a ensuite chuté de 38 %, pour s'établir à 6,34 dollars par million d'unités thermiques britanniques en septembre 2020, en grande partie à cause d'une combinaison de facteurs, parmi lesquels des stocks élevés, la réduction de la demande du fait de la pandémie et une période prolongée de baisse des prix du pétrole et de concurrence accrue entre les sources d'approvisionnement en gaz à mesure que de nouveaux fournisseurs arrivaient sur le marché<sup>52</sup>.

Figure 10  
Évolution du prix de certains combustibles



Source : Calculs de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat et la base de données Global Economic Monitor de la Banque mondiale.

### Énergies renouvelables

36. La capacité de production d'énergies renouvelables a augmenté de 176 gigawatts en 2019, soit une progression légèrement inférieure à la croissance estimée de 179 gigawatts en 2018. La majeure partie (90 %) de cette augmentation est le fait de la production d'énergie éolienne et d'énergie solaire, avec des contributions plus faibles de la production d'énergie hydroélectrique et d'énergie géothermique. L'énergie solaire est à l'origine de la production de 98 gigawatts supplémentaires, dont 60 % ont été produits en Asie, et l'énergie éolienne a produit environ 60 gigawatts de plus, grâce à la Chine (+ 26 gigawatts) et aux États-Unis (+ 9 gigawatts). Le plus gros consommateur de sources d'énergie renouvelables en 2019 a été le secteur de l'électricité, avec plus de 200 gigawatts de puissance installée ; la progression des sources d'énergie renouvelables dans ce secteur a été supérieure de 2,6 fois

<sup>49</sup> Agence internationale de l'énergie, 2020a, Gas 2020: Analysing the impact of the COVID-19 pandemic on global natural gas markets, juin.

<sup>50</sup> Voir <https://www.cedigaz.org/quarterly-report-q3-2020-international-natural-gas-prices/>.

<sup>51</sup> Agence internationale de l'énergie, 2020a.

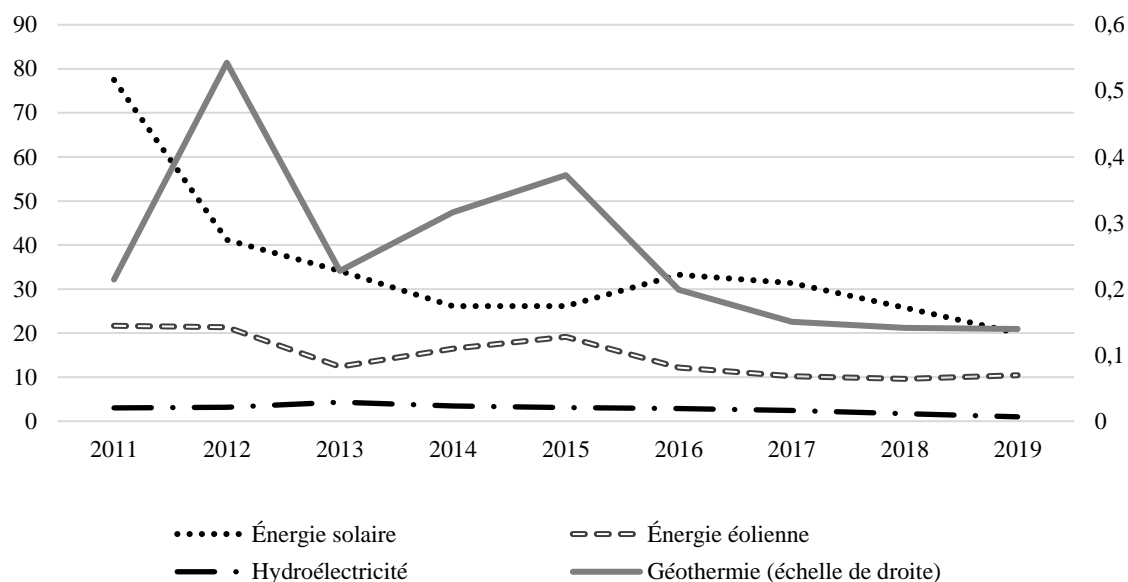
<sup>52</sup> Voir <https://www.mckinsey.com/industries/oil-and-gas/our-insights/the-future-of-liquefied-natural-gas-opportunities-for-growth>.

à celle des combustibles fossiles, confirmant la prédominance des sources renouvelables dans l'augmentation de la capacité de production d'électricité<sup>53</sup>.

37. L'augmentation de la capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables a été très encouragée par les réductions de coûts et les mesures d'incitation publiques<sup>54</sup>. La figure 11 montre les taux de croissance annuels de la consommation des principales sources d'énergie renouvelables.

Figure 11

#### Taux de croissance annuels de la consommation des principales sources d'énergie renouvelables



Source : Calculs de la CNUCED, d'après des données de International Renewable Energy Agency, 2020c, *Renewable Capacity Statistics 2020*, Abou Dhabi.

## II. Politiques à mener : questions soulevées par l'évolution récente des marchés

38. L'analyse de l'évolution des marchés exposée dans la présente note fait apparaître d'importantes variations de prix dans différents groupes de produits de base, qui sont en grande partie le fait de fluctuations de l'offre et de la demande dues au déclenchement de la pandémie et aux mesures adoptées par les pays pour y faire face. Ces mouvements de prix peuvent avoir des conséquences sur le développement des pays en développement tributaires des produits de base, qu'ils soient importateurs ou exportateurs. Par exemple, une baisse des recettes d'exportation due à une chute des prix peut nécessiter des réductions de dépenses et risque de compliquer la gestion budgétaire, le service de la dette, la budgétisation et la planification à long terme. Elle pourrait également entraîner une forte détérioration des termes de l'échange, augmenter le coût des emprunts et nuire à la confiance des investisseurs. En revanche, dans les pays en développement tributaires des importations, parmi lesquels figurent nombre des pays les plus pauvres du monde, la faiblesse des prix des combustibles et des produits alimentaires de première nécessité, tels que les céréales et les graines oléagineuses, se traduit par un coût moindre des importations de denrées alimentaires et des sources d'énergie, et peut conduire à une amélioration des termes de l'échange. Ces mouvements de prix auront un effet net différent selon qu'un pays est importateur net ou exportateur net d'un produit donné. Par exemple, la baisse des prix du pétrole a été bénéfique pour le grand nombre d'importateurs nets de pétrole, mais a eu des effets négatifs importants

<sup>53</sup> International Renewable Energy Agency, 2020a, Renewables account for almost three quarters of new capacity in 2019, 6 avril.

<sup>54</sup> International Renewable Energy Agency, 2020b, *Renewable Power Generation Costs in 2019*, Abou Dhabi.



sur de nombreux pays exportateurs de pétrole qui tirent la plupart de leurs recettes d'exportation du secteur pétrolier.

39. Dans le présent chapitre, le secrétariat de la CNUCED examine brièvement certaines questions concernant les politiques à mener dans le contexte de l'évolution récente des marchés de produits de base, telle que décrite dans la présente note, et propose des politiques qui pourraient jouer un rôle important dans le développement durable des pays en développement tributaires de ces produits.

## A. Instabilité des prix et gestion des risques

40. Les facteurs liés à l'offre et à la demande ont eu un impact considérable sur les mouvements de prix qui se sont produits entre janvier et septembre 2020 sur les marchés des produits de base examinés dans la présente note. Le prix du pétrole a baissé de 63 % pendant les quatre premiers mois de 2020, pour rebondir de près de 90 % durant les cinq mois suivants. Au Nigéria, où le pétrole représente près de 90 % des recettes en devises, la forte baisse du prix du pétrole brut a entraîné une réduction du budget 2020, qui était fondé sur l'hypothèse d'une production de 2,18 millions de barils par jour à 57 dollars le baril<sup>55</sup>. La production a été de seulement 1,8 million de barils par jour au prix de 28 dollars le baril, en moyenne<sup>56</sup>. En conséquence, il était prévu que les recettes d'exportation diminueraient de plus de 26,5 milliards de dollars et que l'économie se contracterait de près de 3,5 % en 2020<sup>57</sup>.

41. Il existe différentes stratégies et divers instruments pour atténuer les effets de la forte instabilité des prix et des revenus sur les pays tributaires des produits de base. Une solution qui permet de réduire en partie l'instabilité budgétaire associée à la baisse des prix des produits de base consiste à créer des fonds de stabilisation, c'est-à-dire à épargner et à mettre de côté un certain montant des recettes pour amortir les chocs négatifs sur les dépenses publiques. Par exemple, en 2007, face à la fluctuation des recettes provenant du cuivre et d'autres sources due à l'instabilité des prix, le Chili, soucieux de stabiliser les dépenses budgétaires, a créé le Fonds de stabilisation économique et sociale afin de financer en partie les réductions budgétaires découlant du ralentissement économique, réduisant ainsi la nécessité d'émettre des titres de dette<sup>58</sup>. Les fonds de stabilisation des recettes peuvent être efficaces pour lisser les recettes budgétaires, mais ils peuvent être difficiles à gérer car les prix des produits de base sont instables et imprévisibles, rendant extrêmement difficile l'élaboration de politiques optimales pour un fonds de stabilisation<sup>59</sup>. De surcroît, les règles de gestion d'un tel fonds peuvent être opaques et, de ce fait, entraîner une politisation des décisions de transfert<sup>60</sup>.

42. Une autre solution qui permet d'atténuer le risque lié aux prix des produits de base mais qui n'est pas fréquemment utilisée dans les pays en développement tributaires de ces produits consiste à utiliser les instruments de gestion des risques fondés sur le marché, tels que les contrats à terme, les options, les swaps et les contrats à terme. Ces instruments permettent aux importateurs ou aux exportateurs de bloquer le prix d'un produit de base à un taux fixe prédéterminé au moyen de produits dérivés négociés en bourse ou de gré à gré. Par exemple, le Mexique utilise les options de vente, ou droit de vendre, dans le cadre d'un programme annuel de couverture pour protéger le budget fédéral des fluctuations du prix du pétrole. Ce programme s'est avéré très efficace à plusieurs reprises depuis sa création, en

<sup>55</sup> Reuters, 2020h, Nigeria to scale down budget in face of oil price crash, 9 mars.

<sup>56</sup> Nigeria, Budget Office of the Federation, 2020, 2021 budget speech: Budget of economic recovery and resilience, disponible à l'adresse : <https://www.budgetoffice.gov.ng/index.php/2021-budget-speech>.

<sup>57</sup> Fonds monétaire international, 2020, Nigeria: Request for purchase under the rapid financing instrument, Country Report No. 20/142..

<sup>58</sup> Voir <https://old.hacienda.cl/english/sovereign-wealth-funds/economic-and-social-stabilization-fund.html>.

<sup>59</sup> J. Devlin et S. Titman, 2004, Managing oil price risk in developing countries, *World Bank Research Observer*, 19(1):119-140.

<sup>60</sup> CNUCED, 2006, Boosting Africa's growth through re-injecting "surplus" oil revenue: An alternative to the traditional advice to save and stabilize, disponible à l'adresse : <https://digitallibrary.un.org/record/580709?ln=en>.

particulier en 2009, lorsqu'il a permis d'effectuer des paiements de plusieurs milliards de dollars après la chute des prix du pétrole qui a fait suite à la crise financière mondiale ; en 2015, lorsque les versements ont atteint un montant record de plus de 6 milliards de dollars ; et en 2016. Un autre versement important est prévu en 2020, après la forte baisse des prix du pétrole enregistrée au début de l'année à cause de la faiblesse de la demande due à la pandémie et au marché excédentaire<sup>61</sup>.

## B. Sources d'énergie renouvelables

43. La faiblesse des prix des combustibles est de bon augure pour les pays en développement importateurs nets, car elle peut améliorer les termes de l'échange et contribuer à la poursuite des objectifs de sécurité énergétique. Toutefois, une situation dans laquelle le prix du pétrole brut reste durablement bas a des effets sur le marché des sources d'énergie renouvelables car elle peut rendre les véhicules équipés de moteurs à combustion interne plus compétitifs que les véhicules électriques. Ainsi, la disponibilité de pétrole brut bon marché pourrait faire dérailler les efforts mis en œuvre pour développer des sources d'énergie à faible teneur en carbone. Selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, il y aura moins de constructions de projets d'énergie éolienne et solaire en 2020 qu'en 2019 où le déploiement des sources d'énergie renouvelables avait atteint un record<sup>62</sup>. Cette baisse est susceptible de ralentir les efforts réalisés pour atteindre l'objectif de développement durable 7. Les gouvernements devraient donc envisager de prendre des mesures propres à accélérer le déploiement des sources d'énergie renouvelables en réalisant des investissements dans ce secteur, en apportant des solutions de financement innovantes aux projets axés sur ces énergies et en supprimant progressivement les subventions aux combustibles fossiles qui faussent les prix. De telles mesures offrent la possibilité non seulement de diversifier le bouquet énergétique, mais aussi de créer des emplois et de développer l'activité économique, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les impacts environnementaux liés à l'utilisation des combustibles fossiles.

44. Plus de 40 pays dans le monde subventionnent la consommation de combustibles fossiles pour rendre l'énergie plus abordable, notamment dans le cadre de la réalisation d'objectifs sociaux tels que l'accès universel à l'énergie moderne<sup>63</sup>. Le coût économique de ces programmes de subvention peut être élevé. Les décideurs politiques peuvent donc tirer parti de la baisse des prix internationaux du pétrole en réformant ces programmes de manière à contribuer à réduire les difficultés budgétaires chroniques ; ces réformes doivent toutefois s'accompagner de filets de protection sociale plus solides à l'intention des segments les plus vulnérables de la société<sup>64</sup>. Certains pays ont engagé des réformes au vu de la chute des prix du pétrole provoquée par la pandémie. Par exemple, l'Égypte a annoncé des plans visant à réduire de 47 % les dépenses liées aux subventions aux carburants, et la Tunisie a inauguré un mécanisme d'ajustement mensuel automatique des prix pour la vente d'essence et de diesel sur le marché intérieur afin de les éliminer<sup>65</sup>. L'élimination des subventions aux carburants non seulement dégage des ressources publiques, mais peut également contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à fournir une énergie plus propre et plus efficace à mesure que les modes de consommation évoluent vers une énergie sans carbone.

## C. Sécurité alimentaire

45. Alors que la pandémie se propageait à travers les pays, de nombreux responsables politiques ont pris des mesures pour contenir cette propagation, qui ont créé des blocages

<sup>61</sup> World Oil, 2020, Oil price swings suggest Mexico's 2021 oil hedge is underway, 10 août.

<sup>62</sup> Agence internationale de l'énergie, 2020b, Renewable energy market update: Outlook for 2020 and 2021, mai.

<sup>63</sup> Agence internationale de l'énergie, 2020c, Low fuel prices provide a historic opportunity to phase out fossil fuel consumption subsidies, 2 juin.

<sup>64</sup> Banque mondiale, 2020, Les perturbations provoquées par la pandémie de coronavirus sur l'offre et la demande devraient faire chuter la plupart des cours des matières premières en 2020, communiqué de presse, 23 avril.

<sup>65</sup> Agence internationale de l'énergie, 2020c.

dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation, du transport et de la logistique. Certains décideurs ont limité les exportations ou ont constitué des stocks pour assurer la stabilité des marchés intérieurs. Ces mesures suscitent des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire car elles risquent de fausser les chaînes d'approvisionnement internationales, de faire monter les prix et de provoquer des pertes économiques. Par exemple, pendant la progression de la pandémie, le Viet Nam a interdit les exportations de riz pour assurer la sécurité alimentaire du pays<sup>66</sup>.

46. Dans une récente évaluation des systèmes alimentaires, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a montré que plusieurs vulnérabilités, notamment des infrastructures de stockage inadéquates, des liens distendus avec les marchés, une diversité insuffisante des denrées alimentaires (y compris les denrées importées) et des difficultés à recruter de la main-d'œuvre, ont empêché de nombreux produits alimentaires d'atteindre les marchés et créé des déséquilibres entre l'offre et la demande et d'importantes pertes de denrées alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement ; elle a indiqué : « Du fait des perturbations et des éventuels arrêts des systèmes de commercialisation, de logistique et de négoce ainsi que des pénuries de main-d'œuvre pour la production agricole, les denrées alimentaires pourraient devenir indisponibles dans certains endroits à certains moments. »<sup>67</sup>.

47. Pour rendre l'alimentation plus accessible et plus facile à obtenir, il faut prendre des mesures qui permettent de remédier aux faiblesses des systèmes alimentaires et qui réduisent les perturbations le long des chaînes d'approvisionnement. Comme on l'a vu plus tôt, certains pays, dans le contexte de la pandémie actuelle, n'ont pas suivi les règles de l'Organisation mondiale du commerce concernant la libre circulation des produits alimentaires ; ils ont donc été invités à respecter leurs engagements et à s'abstenir d'imposer des interdictions d'exportation et d'autres mesures qui faussent le commerce international et qui risquent d'empêcher les importations de denrées alimentaires dans les pays importateurs vulnérables<sup>68</sup>. Alors que les effets de la pandémie continuent de se faire sentir, il convient de promouvoir les mesures qui visent à réduire les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement alimentaires intérieures, par exemple en facilitant la circulation des denrées alimentaires à travers les frontières et à l'intérieur des pays, des régions de production vers les zones urbaines, pour prévenir les pénuries, en renforçant les capacités de gérer des stocks importants, et en engageant du personnel saisonnier pour les saisons de plantation et de récolte<sup>69</sup>. Certains de ces ajustements risquent d'entraîner une hausse des coûts, mais les pays devraient pouvoir faire appel aux ressources des institutions financières internationales dans le cadre des mécanismes existants. Par exemple, le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres en milieu rural du Fonds international de développement agricole a pour but de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales pauvres qui font face à des perturbations des systèmes alimentaires liées à une pandémie, en privilégiant le soutien à la production, l'accès aux marchés et l'emploi. Les pays bénéficiaires des programmes du Fonds international de développement agricole, qui risquent de voir échouer leurs efforts de développement à cause de la pandémie, peuvent solliciter un financement au titre de ce mécanisme. La Banque mondiale, pour sa part, travaille avec les pays à la mise en place des infrastructures dont ils ont besoin pour améliorer, par exemple, la livraison des produits tout en minimisant les pertes – installations de stockage, terminaux portuaires dédiés à l'agriculture et usines de transformation des produits agricoles<sup>70</sup>.

<sup>66</sup> Reuters, 2020i, [Viet Nam] ban on rice exports still in force, Government may set limit: Traders, 30 mars.

<sup>67</sup> APRC/20/12, disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/aprc35/documents/fr/>.

<sup>68</sup> CNUCED, 2020, COVID-19 and food security in vulnerable countries, disponible à l'adresse : <https://unctad.org/news/covid-19-and-food-security-vulnerable-countries>.

<sup>69</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, 2020, COVID-19 and the food and agriculture sector: Issues and policy responses, 29 avril.

<sup>70</sup> Voir <https://www.worldbank.org/en/topic/agribusiness>.

## D. Sources d'énergie et minéraux, minerais et métaux

48. Au deuxième trimestre de 2020, la demande de sources d'énergie et de minéraux, minerais et métaux s'est effondrée sous l'effet du ralentissement généralisé de l'activité industrielle, dû en partie aux mesures de confinement et de quarantaine prises pour lutter contre la pandémie. Une étude a montré que la forte baisse de la demande de la Chine, premier consommateur mondial de produits primaires, avait eu des effets négatifs considérables sur les importations des pays en développement tributaires des produits de base<sup>71</sup>. Ainsi, les importations de gaz naturel liquéfié ont diminué de 10 % en 2020, alors qu'avant la pandémie, les prévisions tablaient sur une augmentation de 10 %. L'étude montre également que les importations de minerai de fer devraient augmenter, mais que la croissance risque de chuter de deux tiers, faisant passer les prévisions de croissance annuelle de 19 % avant la pandémie à seulement 6 %.

49. La pandémie pourrait durer un certain temps, et les conséquences qu'elle aura sur la demande de produits primaires sont incertaines. Cette situation suscite des inquiétudes concernant la baisse des recettes d'exportation des pays en développement tributaires des produits de base, car ces recettes leur sont indispensables, entre autres, pour financer leurs importations et la dépense publique. Pour réduire les effets négatifs de ces chocs de la demande, les pays en développement tributaires des produits de base devraient envisager de diversifier leurs économies de manière à ce que les pertes de revenu dans un domaine puissent être compensées par des gains potentiels, ou au moins par la stabilité, dans un autre. Cela pourrait réduire considérablement leur vulnérabilité aux chocs et renforcer leur résilience. Au Chili, par exemple, face à l'instabilité des revenus provenant des exportations de cuivre, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour développer des secteurs agricole et forestier et un secteur de la pêche prospères afin de soutenir les revenus, en améliorant l'environnement économique, en mettant en place des mesures d'incitation, en investissant dans la recherche-développement en collaboration avec le secteur privé, et en encourageant et facilitant les liens intersectoriels, y compris avec le secteur extractif<sup>72</sup>.

---

<sup>71</sup> M. Fugazza, 2020, Impact of the COVID-19 pandemic on commodities exports to China, Research Paper No. 44, CNUCED.

<sup>72</sup> Banque mondiale, 2015, *World Bank Group Engagement in Resource-Rich Developing Countries: The Cases of the Plurinational State of Bolivia, Kazakhstan, Mongolia and Zambia – Clustered Country Programme Evaluation Synthesis Report*, Washington, D.C.